



LES ACHARDS

ARRETE N°2024-299-CIRC
REGLEMENTANT TEMPORAIREMENT LA CIRCULATION

RUE DES EMBRUNS et RUE DU GRAND LARGE – LES ACHARDS

Le Maire

Vu la loi modifiée n°82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales ;

Vu le Code de la Route et notamment les articles R 110.1, R 110.2, R 411.5, R 411.8, R411.17 à R411.18; R411.21.1, R 411.25 à R 411.28;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;

Vu l'arrêté interministériel modifié du 24 novembre 1967, portant instruction générale sur la signalisation routière ;

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, approuvée par l'arrêté interministériel du 06 novembre 1992 ;

Considérant la demande du 06/12/24 de L'entreprise CEQ OUEST 18 rue de la Boulardière 44 390 PUCEUL ;

Considérant qu'une intervention d'hydrocurage et inspections télévisuelles des réseaux d'eaux usées et d'eaux pluviales doit avoir lieu du 06/01/2025 au 20/01/2025 rue des Embruns et rue du Grand Large aux achards, il convient par mesure de sécurité de réglementer la circulation et le stationnement.

ARRETE

Article 1 :

Du 06 au 20 janvier 2025, RUE DES EMBRUNS et RUE DU GRAND LARGE :

- La circulation sera alternée;
- le stationnement sera interdit au droit du chantier excepté pour les véhicules affectés aux travaux.

Article 2 :

La signalisation sera conforme aux prescriptions définies par l'instruction interministérielle sur la signalisation temporaire approuvées par l'arrêté interministériel du 06 novembre 1992.

La fourniture, la pose et la maintenance de la signalisation seront assurées par les soins de CEQ OUEST.

Article 3 :

Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 4 :

Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Article 5 :

Le présent arrêté, peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de NANTES dans un délai de deux mois à compter de sa notification. La juridiction administrative compétente peut notamment être saisie via une requête remise ou envoyée au greffe du tribunal administratif ou aussi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 6 :

Le Maire de la Commune des ACHARDS, La Directrice Générale des Services de la Commune, le Commandant de la brigade territoriale autonome de Gendarmerie des Achards, sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une ampliation sera adressée à l'entreprise CEQ OUEST.

A Les Achards, le 10/12/2024

Le Maire,

Michel VALLA.

